

Genève, 10-12 décembre 2003

**Discours de Monsieur le Ministre de l'économie
et du développement du Burkina Faso
chef de délégation**

Excellence, **Monsieur le Président de la Confédération Helvétique** ;

Excellences Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement ;

Distingués participants ;

Mesdames et Messieurs.

Je voudrais tout d'abord transmettre les chaleureuses salutations de S.E.M Blaise COMPAORE, Président du Faso à ses pairs ici réunis et leur exprimer tous ses regrets de n'avoir pas pu prendre part personnellement à cette rencontre historique qui se tient en même temps que la commémoration de l'indépendance du Burkina Faso. Il me charge de rendre un vibrant hommage à S.E.M. Kofi Annan, Secrétaire Général des Nations Unies pour l'initiative qu'il a prise de nous réunir autour de lui, afin qu'ensemble, nous recherchions les voies et moyens de faire en sorte que la société de l'information tienne les promesses que nous sommes tous en droit d'attendre.

Permettez moi aussi de féliciter S.E.M. Adama Samassékou, Président du Comité de préparation du Sommet, pour le brio avec lequel il mène le processus, et tous ceux qui l'assistent pour l'excellent travail qu'ils ont accompli afin de permettre la tenue du Sommet.

Je voudrais enfin rendre un hommage mérité aux Autorités helvétiques pour avoir accepté d'accueillir cette première phase du Sommet et les remercier chaleureusement pour l'accueil cordial qu'elles ont réservé à ma délégation et pour toutes les facilités qu'elles ont mises à sa disposition, afin de rendre son séjour à la fois productif et agréable.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Les technologies de l'information et de la communication sont incontestablement l'invention majeure de notre époque. Elles se situent au coeur de la problématique de l'intégration et du développement.

En favorisant la libre circulation de l'information, des idées et de la connaissance, en permettant à l'homme de s'affranchir des contraintes spatiales et temporelles, la révolution numérique ouvre des perspectives inespérées en matière d'intégration de l'économie mondiale, d'échanges entre les communautés humaines, et donne à l'humanité la possibilité d'aborder différemment, la résolution des problèmes de développement avec de meilleures chances pour l'atteinte des objectifs de la Déclaration du Millénaire.

Pour des pays comme le nôtre, l'ampleur des problèmes à surmonter, afin de mobiliser le potentiel des technologies de l'information et de la communication, sont multiples et

multiformes. Ces problèmes sont d'ordre technologique parce que liés à l'insuffisance et à l'inadéquation des infrastructures de base, mais aussi d'ordre culturel, parce que liés à des considérations linguistiques et à l'insuffisance du niveau de formation des populations.

Dans des pays comme le nôtre, plus de 80% des hommes et des femmes vivent en zone rurale, loin des technologies numériques ou sans possibilité d'accéder à Internet ou de trouver sur Internet des contenus dans leurs langues maternelles. Si rien n'est fait pour changer cette situation, l'inégalité d'accès aux capacités de développement offertes par ces technologies, ne fera qu'amplifier l'exclusion économique et sociale dans le monde.

Pour remédier à ce risque de marginaliser encore plus les pays les plus pauvres de la planète, il est urgent de passer de cet état de fait à un état de justice en faisant jouer la solidarité numérique, comme le prône S.E.M. Abdoulaye WADE, Président de la République du Sénégal.

Il est heureux de constater que l'offre technologique est devenue plus accessible et plus économiquement rentable et qu'elle peut maintenant permettre aux pays les moins avancés de s'insérer dans la société de l'information plus rapidement, en sautant des étapes, afin de bénéficier sans attendre des effets positifs des technologies de l'information et de la communication. Cependant, dans la plupart des cas, les besoins de financement demeurent au-dessus des moyens de ces pays. Toutefois, dans le cadre de partenariats public / privé d'un type nouveau, les industriels du secteur pourraient trouver un intérêt à financer et à accompagner, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, la mise en oeuvre de plans de développement cohérents dont le retour sur investissement serait assuré.

L'édification de la société de l'information telle que nous la projetons, ne pourra devenir une réalité que si nous parvenons à définir ensemble de telles modalités, afin de transformer la fracture numérique en opportunités numériques et de fonder ainsi la solidarité numérique sur des intérêts réciproques.

A cet égard, je voudrais saisir l'occasion que m'offre cette tribune, pour saluer les initiatives comme le «premier forum Microsoft des Chefs d'Etat et des membres de gouvernements

africains », tenu à Johannesburg en septembre 2003. C'est le lieu pour moi, de lancer un appel à tous les industriels du secteur afin qu'ensemble nous conjugions nos efforts pour la recherche des solutions les mieux adaptées aux problèmes spécifiques des pays les plus pauvres de la planète, dans la perspective des objectifs du Millénaire.

Dans cet ordre d'idée, je note avec satisfaction la volonté de la République de Chine d'accompagner les pays en développement **comme le Burkina Faso, par le développement de ce type de partenariat, en particulier dans le domaine de l'éducation.**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Nous devons avoir pour préoccupation constante la recherche du mieux-être pour tous. C'est pourquoi notre démarche ne doit pas viser la mise en place d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, en vue de répondre aux seules injonctions technologiques et économiques de la mondialisation. Il nous faut au contraire saisir ce cadre de concertation de haut niveau, pour réaffirmer la nécessaire solidarité entre les Etats et entre les peuples, en considérant que la finalité de toute action politique demeure avant tout le développement intégral de l'être humain.

La société de l'information que nous avons l'ambition de créer, ne sera une source d'espoir pour les peuples que si elle est orientée vers le développement durable et l'intégration véritable. Elle doit contribuer à la mise en oeuvre efficace des politiques publiques et des objectifs de développement du millénaire, particulièrement la lutte contre la pauvreté, la lutte contre l'analphabétisme et pour la scolarisation universelle, la réduction de l'incidence du VIH-SIDA et de la mortalité infantile, la protection de l'environnement, l'approfondissement de la gouvernance économique et démocratique.

En ce qui le concerne, le Burkina Faso a depuis plusieurs années pris conscience du fait que le taux de croissance rapide de sa population, la faible productivité du travail, notamment dans le secteur agricole qui occupe 80% de sa population active, sa très grande vulnérabilité aux conditions climatiques, les préjugés et les pratiques rétrogrades dont sont victimes les femmes qui constituent pourtant la

majorité de la population et le très grand retard pris dans le domaine de l'éducation et de la santé, constituent un handicap majeur aux initiatives de développement. Le Burkina Faso est conscient que même au rythme des meilleures performances de ces dernières années, il lui faudra encore un quart de siècle pour doubler son revenu par habitant et l'élever au niveau de la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Sans un appui extérieur important et sans la création d'un ensemble de conditions objectives pouvant constituer un puissant levier et permettre un bond décisif dans le processus de développement économique et social, il sera difficile au Burkina Faso, comme à beaucoup d'autres pays, d'être, en 2015, au rendez-vous des objectifs du Millénaire pour le développement.

Aussi, à la suite de la réforme du secteur des télécommunications qu'il a entreprise, le Burkina Faso s'est-il engagé dans l'élaboration de la stratégie d'opérationnalisation du Plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication adopté par le Gouvernement en 2000. Cette stratégie a pour ambitions

1. d'assurer la promotion des technologies de l'information et de la communication en tant que puissant levier pouvant faciliter l'atteinte des objectifs de bonne gouvernance et de lutte contre la pauvreté,
2. de garantir en conséquence la diffusion de ces technologies dans toute la société, leur accessibilité et leur appropriation par toutes les couches sociales et la mobilisation de leur potentiel au profit des stratégies nationales de développement.

La mise en oeuvre de cette stratégie entend accorder une place importante à la promotion du partenariat secteur public, secteur privé et société civile et au renforcement de la coopération internationale, notamment dans le cadre du NEPAD, afin de parvenir à une gouvernance partagée pouvant favoriser la mobilisation de toutes les énergies disponibles en faveur de la diffusion et de l'utilisation effective de ces technologies.

D'ores et déjà, la nécessité de mobiliser le potentiel de ces technologies en faveur du développement économique et social a été retenue dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté révisé de notre pays, comme un principe directeur et transversal.

L'enjeu à présent sera de traduire la stratégie en programmes opérationnels structurants et cohérents, susceptibles de faciliter la prise en compte du potentiel des technologies de l'information dans les politiques sectorielles, la mise en place effective des plateformes technologiques dont le pays a besoin pour solutionner efficacement et durablement ses problèmes de développement et l'appropriation de ces plateformes par toutes les composantes de la société.

C'est donc avec beaucoup d'intérêt que mon pays prend part à ce Forum de très haut niveau, afin de participer à l'élaboration d'une vision partagée de la société de l'information, de s'enrichir des expériences des autres en matière de diffusion des technologies de l'information et de la communication, de mieux comprendre les enjeux et les opportunités de partenariats susceptibles de contribuer à la réussite de sa stratégie nationale.

Dans la marche vers Tunis 2005, je réitère mes vives félicitations aux organisateurs et souhaite plein succès à nos travaux.

Je vous remercie de votre aimable attention.